

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2019**

*Présenté par Dominique Lévêque, secrétaire général*

### **Introduction**

**Ce que nous sommes, p 2**

**Utilité sociale du PRé, p 3**

**Membres & sympathisants, p 4**

**Production, p 5**

**Activité, P 9**

**Conseil scientifique, P 12**

**Moyens, P 14**

### **Conclusion**

## Introduction

Les appels à la prise de conscience écologique ne manquent pas et depuis longtemps, depuis au moins 17 ans. Des plus connus, du célèbre discours de Jacques Chirac « *notre maison brûle et nous regardons ailleurs* » au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, à Yann Arthus Bertrand et son premier film, *Home*, en 2009, en passant par « l'ex-futur président des Etats-Unis », Al Gore, tirant en 2007 la sonnette d'alarme de la conscience humaine avec *Une vérité qui dérange*, les exhortations n'ont pas manqué, encore aujourd'hui, invitant les populations à prendre conscience de leur « responsabilité » à l'égard de la planète. Autant parfois de grandes messes, pour le moins de sermons écologiques culpabilisants n'hésitant pas à présenter la planète comme une sorte de divinité *new age*. Un discours global, qui joue sur l'anxiété dont les émetteurs se sont ingéniés à distiller des expressions passe-partout, souvent peu signifiantes, peu significatives (“agir responsable”, “sauver la planète”, “faire un geste pour l'environnement”), émis par ceux qui portent la plus lourde responsabilité environnementale. Lesquels ont surtout donné l'impression d'avoir du mal à passer aux actes, quand ils étaient aux manettes, voire de repousser l'échéance. Un jeu de dupes en quelque sorte qui joue contre la transition écologique et énergétique.

En même temps, la sensibilisation à la nécessaire Transition écologique ne fut pas et n'est pas totalement vaine si l'on songe à ses versants ensoleillés que sont la réinscription écologique de la nature dans l'art et inversement à une réinscription de l'art dans la nature dans la mouvance éco-critique ou éco-poétique qui ont émergé.

Mais pas plus que la vision de nouveaux imprécateurs de l'apocalypse adeptes de la décroissance globale, qui se fichent comme d'une guigne des paramètres économiques, préférant se réfugier dans une collapsologie qui ravale le politique à un mode religieux et empêche de penser le monde de demain, que le « conformisme de la rébellion » qui s'épanouit dans le monde intellectuel, et qui n'est que le meilleur complice de l'ordre établi pour que rien ne bouge, ne sont la solution.

L'ambition du PRé, année après année, est intacte et s'ancre dans ce que nous avons appelé une *écologie des solutions*. Nous soutenons que l'écologie est un défi, une opportunité, qu'elle est la clef d'une prospérité future, dont la France et l'Europe doivent se saisir.

En ce début du XXIème siècle, nous sommes confrontés à de multiples défis : une guerre nouvelle de l'Orient à l'Afrique, la menace de pénuries sur nos matières premières, des risques sanitaires susceptibles de produire plus d'inégalités, alors même que l'idée d'égalité, comme un horizon de sens commun, progresse à l'échelle d'un monde globalisé. Nous pensons qu'une vision écologique est capable d'apporter des solutions durables à ces nouveaux défis mondiaux. Nous devons agir, pour promouvoir des énergies substituables et renouvelables qui permettront, à la fois, de diminuer les émissions de CO2 et de lutter contre la précarité énergétique à venir. L'écologie a aujourd'hui dépassé le stade du simple constat des carences de la gouvernance mondiale. La résistance des lobbies ne doit pas être un frein à l'action. Au contraire, sur le chemin de l'écologie, il convient de saisir toutes les opportunités, les plus minces soient-elles, pour convaincre et avancer.

En France, nous pensons qu'un projet *social-écologiste* ne serait pas le plus incapable d'apporter des solutions durables aux nouveaux défis mondiaux. Mais une révolution est nécessaire qui est à mener au-delà des discours et des bonnes intentions : celle de notre rapport à la production, à la consommation et à la croissance.

Nous voulons que les sociétés modernes soient le terrain d'émergence d'une nouvelle définition de la satisfaction des besoins, compatible avec les attentes des français, comme avec ceux des pays en voie de développement ou des pays émergents.

Notre idée du *progrès* n'a pas changé : au service d'une qualité de vie durable pour les habitants de la planète.

Notre ambition, notre démarche, comme nous aimons à la présenter depuis les débuts est et reste lucide, « pragmatiste en ce sens que notre pragmatisme n'est pas rhétorique, qui nommerait *réalisme* l'application de dogmes, sans souci des résultats pratiques. A l'inverse, c'est un pragmatisme qui invite à produire des effets sur le réel, en se coltinant ses rugosités. C'est pourquoi le PRé essaie de promouvoir une écologie des solutions ».

## CE QUE NOUS SOMMES

Fondé en 2010 par des citoyens engagés dans la vie de la Cité, par des acteurs politiques, économiques et sociaux, avec le soutien d'universitaires et de chercheurs, dans une démarche coopérative, le groupe de réflexions sociales et politiques *Pour une République écologique* (dit le PRé), s'est fixé pour but de conjuguer écologie et République. Il s'est voué à la production d'analyses, d'idées et de débats, de solutions politiques nouvelles et à la promotion de nouveaux rapports sociaux, de production et de consommation.

Son positionnement est celui d'un think & do tank privilégiant l'approche politique des thématiques environnementales, des problématiques et des enjeux de la transition écologique et énergétique, s'efforçant d'allier environnement et justice sociale, en interrogeant les termes d'une écologie sociale qui puisse assurer une *transition juste* pour l'ensemble des populations.

A l'aube du XXIème siècle la question écologique est d'une urgence politique évidente pour l'ensemble de la planète. En France, l'idée de la chose publique, du bien que chacun possède en commun, est indissociable de la pensée universelle des Droits de l'Homme. Cette idée n'a rien perdu de sa modernité qui se traduit aujourd'hui dans la volonté écologique d'une amélioration durable des conditions de vie. Elle est donc la mieux placée pour donner sens à cette belle idée.

Les termes de la présentation du PRé de novembre 2010 n'ont pas changé : « L'ambition du PRé est de penser une écologie qui fasse siennes les valeurs républicaines françaises d'Universalité. Quoi de plus évident, en effet, que d'inscrire l'écologie dans la logique d'une recherche d'un bien public propre à l'idéal démocratique moderne, dont les limites, ne se réduisent plus à l'échelle d'une nation, mais s'élèvent, via l'Europe, à toute la planète.

Le PRé estime urgent de replacer la conquête de l'autonomie de l'homme dans la lignée d'un progrès bénéfique à l'ensemble de l'humanité. C'est pourquoi l'idée républicaine est, pour nous, consubstantielle à l'idéal écologique. Et en même temps, si l'écologie est issue de la prise de conscience des effets de l'action humaine sur la nature, elle est indissociable de la démocratie. L'idée, selon laquelle, la transition écologique est une impérieuse nécessité, a fait son chemin dans les consciences.

Nous sommes conscients qu'il faut une croissance accrue pour relancer l'emploi, mais nous voulons inventer une croissance qui associe la question sociale, à une écologie soucieuse d'assurer du travail au plus grand nombre, d'offrir un style de vie à la fois plus sûr, plus prospère, mais aussi plus juste dans la répartition des richesses, et donc plus démocratique et républicaine.

Une révolution est nécessaire : celle de notre rapport à la production, à la consommation et à la croissance. L'écologie pour nous n'est pas un outil de repentance. Nous voulons juste que les sociétés modernes soient le terrain d'émergence d'une nouvelle définition de la satisfaction des besoins, compatible avec ceux des pays en voie de développement comme des pays émergents. Notre idée du progrès est au service d'une qualité de vie durable pour les habitants de la planète.

Après trente années d'une recomposition mondiale de l'économie, la période est propice aux grands investissements dans le secteur de l'environnement, dans l'énergie, le verdissement de nos modes de production électriques. Nous vivons une époque d'innovations, qui permet d'imaginer des financements nouveaux, pour des techniques nouvelles : la rénovation thermique des bâtiments et des logements, l'éco-mobilité, la re-localisation d'activités industrielles, le soutien aux produits de haute qualité environnementale ou encore l'aide à l'agriculture raisonnée et biologique. Dans tous ces domaines l'offre est déjà en dessous de la demande de citoyens bien conscients de la nécessité présente de politiques écologiques et tout à fait prêts à une révolution innovante, circulaire, concrète et collaborative.

Espace d'échanges et de production d'idées, de critique sociale et d'expertises, à bonne distance des organisations politiques, ni trop près, ni trop loin, le PRé, devenu Think & do Tank d'une conception républicaine de l'écologie, entend promouvoir l'art du possible et modestement contribuer à la réhabilitation de la politique par la pensée et l'action. »

## UTILITE SOCIALE DU PRé

Chaque année, nous nous posons la même question : celle de notre utilité.

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres du 28-11-2019*

C'est devenu presque un rituel. Et comme à chaque fois, depuis 2015, nous pouvons apporter un premier élément de réponse : au-delà de son objet, le PRé nous permet de pratiquer notre goût de la fraternité humaine et d'aller au-delà de l'entre soi. Ce qui n'est déjà pas rien.

Pour tenir un tableau d'indices d'intérêt, l'on peut confirmer l'intérêt intact pour le PRé comme espace de convivialité et de sens, chez nos soutiens dont l'appétence pour la chose publique et les questions d'évolution de la société sont intacts. Y compris, comme constaté l'an dernier, chez ceux d'entre eux qui ont tourné la page des formations politiques traditionnelles ou sont interrogatifs sur le nouveau cadre partisan qui semble émerger.

Une chose est sûre : les amis du PRé ont toujours autant faim de sens, sur l'évolution du monde, de l'Europe, de la France. Sur l'évolution de leur propre existence. Ils continuent d'exprimer leur besoin de quelque chose de différent, qui leur ménage la possibilité d'échanger comme leur envie d'un « convivialisme » qui permette de résister à l'air du temps.

En conséquence de quoi, le PRé paraît toujours aussi utile, mais peine à transformer l'attention des sympathisants qui n'envisagent majoritairement que des coopérations ponctuelles, à leur guise, essentiellement électroniques... Ce qui nous conduit à devoir continuer nous adapter.

Alors oui, comme l'an dernier à la même époque, nous pouvons affirmer sans vergogne que le PRé est toujours utile et toujours aussi d'actualité.

Rappelons l'article II des statuts, relatif à l'objet du PRé qui dispose que « *Le but de l'Association est, dans le cadre d'un attachement affirmé aux valeurs humanistes qui placent l'homme au cœur de toute démarche collective, de renforcer le lien entre République et Écologie. Ainsi elle se propose de regrouper celles et ceux qui sont également attachés aux valeurs républicaines et au combat écologique et désireux de mettre leur enthousiasme, leur expertise ou leur expérience au service d'une conception républicaine de l'Écologie.* ».

Le PRé s'efforce d'interroger en permanence ses fondamentaux, comme certains questionnements écologistes dans ses discussions critiques tels que l'éthique de la responsabilité écologique, la philosophie politique de la nature, la sociologie du risque, ou encore le pragmatisme philosophique.

## **MEMBRES ET SYMPATHISANTS**

On dénombre quelques 300 membres ou sympathisants (53,5% d'hommes et 46,5% de femmes) qui fréquentent notre site Web, notre page FB ou notre compte Tweeter, suivent nos activités et notre production. Dont un « noyau dur » de *followers* réguliers de quelques 80 personnes. A titre indicatif, on a comptabilisé 183 membres « actifs » ces trois derniers mois. 23 semblent s'être évanouis dans la nature, une nouvelle adhésion a été transformée le mois dernier et trois nouvelles demandes d'adhésions sont en cours d'examen.

Les membres et sympathisants se concentrent majoritairement sur Paris, le reste dans différentes villes de province. On en compte aussi en Belgique (6), aux Etats-Unis (6), Brésil (3), Suisse (2), Chili (2), Italie (2), Royaume Uni (2), Suède (1), Mexique (1).

Sur cette même période, on peut préciser que le site du PRé (hors page FB) a reçu la visite de 100 visiteurs, pour 199 pages visitées, dont 43% l'ont été via des mobiles.

Alors certes, tout ceci reste très modeste en regard de « l'hénaurmité » rencontrée par d'autres thématiques, notamment animalière, qui prospèrent sur la toile...

Une amélioration de notre visibilité consisterait, entre autres, nous dit-on, à utiliser des *Tags*.

Sans compter d'autres moyens qui existent, que nous ne maîtrisons pas en interne pour le moment, pour *booster* le trafic sur nos supports de communication électronique, opérer des redirections d'URL permettant d'orienter nos visiteurs vers une autre sous-page, sans modifier l'adresse web existante. Un point positif apparemment pour les moteurs de recherche.

A suivre donc.

### **Le conseil des membres est actuellement composé comme suit :**

Eric Chevaillier  
Valentin Depenne  
Arielle Garcia  
Patrice Grelon  
François-Michel Lambert  
Jacques Lemerrier, Président  
Thierry Libaert  
Didier Maciocia

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres du 28-11-2019*

Vincent Berthiot  
 Stanislas Hubert  
 Thierry Jové-Dejaiffe  
 Laure Lechatellier  
 Dominique Lévêque  
 Janine Maurice-Bellay  
 Gilles Sohm  
 Claudie Violette

N.B : Nous sommes heureux d'apprendre que Valentin Depenne, le benjamin du conseil des membres (étudiant en Master 2 Droit Économique de l'Union Européenne, Promotion 2018, membre du conseil d'administration de l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne et vice-président étudiant, au moment où il a intégré le conseil du PRé), qui était parti aux Etats-Unis en août 2018 pour y suivre un LL.M, après avoir été reçu à l'examen du CRFPA pour intégrer l'école de formation du Barreau, a conclu brillamment son cycle de formation complémentaire à la Fordham University of Law (New York). Non seulement cela, mais il a aussi été reçu au Barreau de New York en octobre dernier. Il est devenu depuis peu rédacteur associé de la revue Concurrences (spécialisée sur la question anti-trust, les économies en développement et émergentes). Il se peut qu'il reste à New York pour y exercer le métier d'avocat, mais il se pourrait aussi qu'il fasse le choix d'intégrer le Secrétariat général des Affaires européennes (SGAE), un service du Premier ministre français, en vue de préparer la présidence française du Conseil de l'Union européenne (prévue pour le premier semestre 2022). Quoi qu'il décide, nous nous félicitons de ses succès et nos vœux l'accompagnent !

Nous sommes également heureux d'accueillir un nouveau membre du conseil en la personne d'Arielle Garcia, directeur adjoint des affaires publiques-responsable des affaires internationales et européennes de la Mutualité Française (FNMF). Nous lui souhaitons la bienvenue !

## **PRODUCTION**

Le travail de production éditoriale, intellectuelle, celui sur l'analyse, les idées et les propositions reste honorable. Nous avons noté l'an dernier à la même époque, pour ce qui était de la période précédente, une nette amélioration, quantitative pour le moins, s'agissant des articles du Blog ou des *Notes du PRé*. Mais comme l'an dernier, il convient toujours d'élargir le cercle des rédacteurs et de s'évertuer à trouver de nouveaux contributeurs pour les articles et pour la préparation et la rédaction des *Notes* (thématiques) *du PRé*, dont le format est plus approfondi, plus documenté (donc plus long) que les articles traditionnels du Blog.

### **Depuis septembre 2018, le PRé a publié divers articles, billets et tribunes :**

Actualités · 11 décembre 2019

MA PART DE VÉRITÉ A PROPOS DU REGIME SPÉCIAL DES CHEMINOTS, par Stéphane Cambou

Tribune · 10 décembre 2019

MON SENTIMENT SUR LA REFORME DES RETRAITES, par Guillaume Vuilletet

Billet · 10 décembre 2019

HUMEUR DU JOUR, par Christophe Légevaques

Billet · 09 décembre 2019

LAÏCITE : AUJOURD'HUI, C'ETAIT L'ANNIVERSAIRE DE LA LOI de 1905, par Dominique Lévêque

Tribune · 05 décembre 2019

Retraites: ET SI ON METTAIT LES INDIVIDUALITES AU COEUR DE LA QUESTION SOCIALE ?, par Philippe Corcuff

Tribune · 01 décembre 2019

LA RENAISSANCE DE L'HUMAIN EST LA SEULE CROISSANCE QUI NOUS AGREE, par Raoul VANEIGEM

Billet · 26 novembre 2019

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres du 28-11-2019*

DE L'IMPACT DE L'UTILISATION DE CLORDECONE ET DU PARAQUAT AUX ANTILLES, par Guillaume Vuilletet

Tribune · 26 novembre 2019  
LE VERTIGE DU VIDE, par Jean Naem

Tribune · 25 novembre 2019  
L'EUROPE, PREMIER CONTINENT A VOTER L'URGENCE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE ? par Pascal Canfin

Billet · 21 novembre 2019  
CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT, par Thierry Libaert

14 novembre 2019  
POINT GLYPHOSATE, par Guillaume Vuilletet

Billet · 08 novembre 2019  
QUAND LE CONFUSIONNISME PROFITE TOUJOURS A LA DROITE EXTREME, par Dominique Lévèque

Tribune · 29 octobre 2019  
LA LAICITE REPUBLICAINE N'OPPOSE PAS L'ETAT A LA SOCIETE CIVILE, par Renée Fregosi

Billet · 09 octobre 2019  
L'URGENCE DE LA LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE, par Dominique Lévèque

Actualités · 08 octobre 2019  
TUERIE A LA PREFECTURE DE POLICE : quand le déni de réalité alimente "l'islamisation des esprits", par Nathalie Krikorian-Duronsoy

Billet · 08 octobre 2019  
DE LA NECESSITE DE PRESERVER UN HORIZON UNIVERSALISABLE, par Dominique Lévèque

Société & culture · 08 octobre 2019  
A PROPOS DE "LES FURTIFS" d'ALAIN DAMASIO, par Olivier Ryckewaert

Tutti frutti · 04 octobre 2019  
MONSIEUR L'AMBASSADEUR, par Vianney Huguenot

Tutti frutti · 30 septembre 2019  
TRIPERIES, MENSONGES ET POLITIQUE, par Jean-Claude Ribaut

Tribune · 29 juillet 2019  
TERRITOIRES ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE ATTEND LE RECHAUFFEMENT POLITIQUE, par Laurent Grandguillaume

Tutti frutti · 16 juillet 2019  
AU BONHEUR DES RENOIR par Vianney Huguenot

Billet · 12 juillet 2019  
MON HUMEUR DU JOUR ANTI-JUSTICIALISTE, par Renée Fregosi

Idées · 31 mai 2019  
"GAMES OF THRONES" OU LE DEVENIR AUTORITAIRE DU POPULISME DE GAUCHE, par Philippe Corcuff

Tribune · 24 mai 2019  
EUROPE ET RENAISSANCE, Par Philippe Folliot

Politique & Institutions · 11 avril 2019

EVOLUTION DU STATUT DE LA POLYNESIE, vers une « petite constitution » pour le territoire ? par Guillaume Vuilletet

Tutti frutti · 07 avril 2019

PLAIDOYER POUR L'AVOCAT, par Jean-Claude Ribaut

Tutti frutti 29 mars 2019

TOPINAMBOUR...LE POURQUOI DU COMMENT, par Jean-Claude Ribaut

Politique & Institutions · 20 mars 2019

BENIN, L'IMPASSE ? par Victor Prudent Topanou

Europe & International · 11 février 2019

NE KIDNAPONS PAS LES ELECTIONS EUROPEENNES ! par Thierry Libaert

Europe & International · 25 janvier 2019

EUROPE & DURABILITE DES PRODUITS, par Thierry Libaert

Europe & International · 17 janvier 2019

PROGRESSISTES CONTRE POPULISTES ?, par Dominique Lévègue

Europe & International · 10 janvier 2019

A LA RECHERCHE D'UNE EUROPE EUROPEENNE ET DE L'ENVIRONNEMENT, par Dominique Lévègue

Europe & International · 03 janvier 2019

LES ENJEUX POLITIQUES DES PROCHAINES ELECTIONS EUROPEENNES, par Dominique Lévègue

Tribune · 06 décembre 2018

L'EMPIRE DE L'INSENSIBLE, par Dominique Lévègue

Tribune · 04 décembre 2018

ALORS, QUELLE COULEUR POUR REFAIRE SOCIETE ? par Michel Yvernat

Tutti frutti · 01 décembre 2018

GEORGES SIMENON A TABLE, par Jean-Claude Ribaut

Tutti frutti · 30 novembre 2018

LA NOUVELLE EST TOMBEE EN JUIN DERNIER : LES ALGORITHMES DE SPOTIFY NOUS DONNAIENT LES PROCHAINS TUBES DE L'ETE 2018 ! par Dominique Painvin

Tribune · 27 novembre 2018

QUAND LA SONDE INSIGHT SE POSE SUR MARS, IL EST TEMPS QUE JUPITER ATTERRISSE, par Jérôme Hébert

Tribune · 26 novembre 2018

« GILETS JAUNES », UNE OCCASION DE (RE) FAIRE DE LA POLITIQUE, par Pierre Bouchacourt

Tribune · 25 novembre 2018

LA DISPARITION DE L' "HOMO ECONOMICUS" EST UN LEURRE, par Collectif (Dont un membre du CS du PRé)

Politique & Institutions · 23 novembre 2018

LES ENJEUX ECONOMIQUES DE LA MER : l'exemple de la Nouvelle-Calédonie, par Philippe Folliot

Actualités · 23 novembre 2018

GREEN FRIDAY VERSUS BLACK FRIDAY, par Dominique Lévègue

Politique & Institutions · 31 octobre 2018

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres du 28-11-2019*

EUROPE : POUR UN SURSAUT DE LA SOCIETE CIVILE, par Thierry Libaert

Actualités · 22 octobre 2018

Sacré MELENCHON : DE L'AUTODESTRUCTION DES GAUCHES à #MeToo à l'envers, par Philippe Corcuff

Planète · 17 octobre 2018

HUILE DE PALME : REGARDONS AU DELA DE CE QUE L'ON NOUS LAISSE VOIR, par Dominique Lévêque

Economie & social · 26 septembre 2018

LIBERONS LA PAROLE DANS L'ENTREPRISE ! Protégeons le lanceur d'alerte, par Rita Fahd

11 septembre 2018

JE REJOINS LE PRÉ, par Michel Yvernat

Planète · 10 septembre 2018

MARCHE POUR LE CLIMAT, par Guillaume Vuilletet

Planète · 07 septembre 2018

MARCHONS POUR LE CLIMAT !, par Dominique Lévêque

Actualités · 04 septembre 2018

LE DERNIER DES MOHICANS ?, par Dominique Lévêque

#### **NOTES thématiques:**

##### **GUERRE ET ENVIRONNEMENT, LE CAS SYRIEN**

Présentée par Mathilde Jové

12-11-2018

##### **ELEMENTS DE REFLEXION PAR TEMPS MAUVAIS**

Présenté par Dominique Lévêque

27-11-2018

Le nombre de publications, de commentaires ou de simples réactions sur la seule page FB du PRÉ (sous statut « privé ») semble en progression par rapport à la même période l'an dernier. Sur le seul dernier mois, celui d'octobre 2019, on en compte 123, soit + 86%. Alors que lors de la période précédente, on avait plutôt assisté à un reflux sans doute lié à l'époque aux soubresauts causés par la démission du gouvernement de Nicolas Hulot. Il est intéressant de noter que les journées « d'affluence » sont le mardi, puis le lundi et le jeudi à égalité. Et les horaires d'affluence entre 8h30 10h00.

Nous remercions les membres du CS du PRÉ pour leur contribution amicale aux réflexions du PRÉ. Nous tenons à saluer par ailleurs leurs travaux, et nous félicitons de la publication de leurs derniers ouvrages :

-**Henri Bergeron** (directeur de recherches CNRS, enseignant à Sciences Po, membre du Centre de sociologie des organisations et du laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques), membre du collège des fondateurs du PRÉ pour *Sociologie politique de la santé*, essai d'Henri Bergeron (avec Patrick Castel co-auteur) (PUF, sept 2018), *Le Biais comportementaliste* de Henri Bergeron, avec Patrick Castel, Sophie Dubuisson-Quellier, Jeanne Lazarus, Étienne Nouguez, Olivier Pilmis (Presses de Sciences Po | Essai, oct 2018).

- **Benjamin Stora** (historien, chercheur, Université Paris-XIII. Pt du Conseil d'orientation de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée- Musée de l'histoire de l'immigration-Aquarium de la Porte Dorée) pour *La guerre d'Algérie vue par les Algériens, tome II : Le temps de la politique* (De la bataille d'Alger à l'indépendance), avec Renaud de Rochebrune (Folio, septembre 2019)

-**Thierry Libaert** (expert en communication des organisations et de crise, directeur scientifique de l'Observatoire international des crises, chargé de mission à la Direction du développement durable ; membre du Comité économique et social européen, membre des sections "INT" - Marché intérieur - et "NAT" - Environnement - et de "CoCom" - groupe Communication) pour *Pilotez votre communication* (éditions Dunod, juin 2019)

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres du 28-11-2019*



**-Philippe Raynaud** (politologue, professeur des Universités, univ Panthéon-Assas) pour *La Laïcité, Histoire d'une singularité française* (Gallimard, Février 2019).

**-Philippe Folliot** (député du Tarn, Pt de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ; pt du GSM (Groupe spécial Méditerranée) à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ; ancien maire de Saint Pierre de Trivisy) pour *Ma France – Cent discours pour convaincre* (éditions La Bibliothèque, déc 2019)

## ACTIVITE

L'activité du PRé reste assez contrastée sur la dernière période (septembre 2018-décembre 2019). Notre capacité à faire de la production opérationnelle a même été plus durement éprouvée que lors de la période précédente. Nous ne sommes pas encore à la hauteur du choix opéré fin 2017 d'ajouter le « *do* » à notre Think tank en essayant de continuer à produire du contenu, d'organiser des événements nouveaux et d'assister le cas échéant, pour le moins de conseiller, des acteurs locaux dans leur politique du *Faire*. Il reste que la curiosité et l'intérêt pour le PRé continue de progresser. Même si un léger hiatus, déjà relevé l'an dernier, existe quant à sa traduction en termes de travail collaboratif avec les sympathisants.

Le positif est que le PRé continue de séduire par son ambition de tenter à la fois de coller aux questions posées par l'actualité et de privilégier un *Slow Thinking*.

Il faut dire aussi que le chamboulement provoqué par le résultat des élections de 2017 continue de faire turbuler nombre de sympathisants, comme nous le disions déjà l'an dernier, toujours à la recherche de nouvelles marques politiques chez qui on note plus de doutes que de certitudes.

C'est dans ce contexte peu aisé que le PRé, sans particulièrement chercher à le développer en faisant la chasse à l'adhérent cotisant (cela reste notre parti-pris depuis 2010), s'est efforcé malgré tout de préserver son « capital associatif », en continuant de valoriser au mieux son savoir-faire particulier dont il dispose dans son domaine, mais aussi son aptitude à solliciter des contributions internes et externes.

Comme chaque année, nous vous épargnerons la comptabilisation du « bénévolat de direction » : celui effectué par les membres du conseil et du comité exécutif (Bureau) au profit de l'organisation de base et du fonctionnement institutionnel du PRé, que ce soit en termes de nombre de personnes impliquées dans les activités ou de temps consacré, le travail sur la production, les projets, les relations extérieures et la gestion administrative. Je reste cependant à la disposition de qui souhaiterait des précisions.

On peut cependant noter qu'il est moindre par rapport à 2017. Globalement pour les mêmes raisons explicitées l'an dernier.

## Evènements

La production opérationnelle du PRé a donc été cette année « en roue libre ». Sans que nous ayons avancé significativement pour autant par rapport à la période précédente, au plan de la transformation de nos ambitions, en termes de programmation de diners-débats ou de RDV dans le cadre des *Cercles de la Transition écologiques*.

On peut cependant noter que le PRé est intervenu, a co-appelé, participé, assisté à plusieurs autres évènements grâce à la disponibilité de membres du conseil ou du conseil scientifique. Grâce aussi, pour certains évènements en province, aux membres ou aux amis du PRé.

Ainsi notamment:

### **Conférence « Le numérique peut-il vraiment sauver l'Afrique ? » (13 déc 2019)**

Paris Le Monde Afrique

Ces dernières années, l'irruption des nouvelles technologies a soulevé de grands espoirs pour l'avenir d'un continent dont 40 % des habitants vivent toujours sous le seuil de pauvreté. La transformation technologique a commencé à se matérialiser avec la diffusion rapide des téléphones mobiles au cours des quinze dernières années. Pourtant, l'optimisme doit être nuancé, ne serait-ce que pour des questions d'accès au numérique. Manque de couverture réseau, coût élevé des abonnements, faiblesse des compétences alphabétiques indispensables à l'utilisation d'Internet...

Avec Makhtar Diop, vice-Pt de la Banque mondiale pour les infrastructures, Adama Bari Diallo, directrice des partenariats du programme Next Billion Users de Google et Rania Belkahlia, CEO et co-fondatrice d'Afrimarket.

**La laïcité, une religion française ; organisé par** (12 déc 2019)

Institut Européen en Sciences des Religions (IESR)

Faculté de Théologie Protestante, Paris

Confrontation entre Jean-François Colosimo, Pt de l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge, directeur des éditions du CNRS (à propos de son dernier ouvrage paru : *La religion française*, Editions du Cerf, 2019 et Régis Debray.

**39<sup>e</sup> Rencontre Nationale du Crédit Coopératif** (5 déc 2019)

« Peut-on s'engager sans déranger ? »

Avec Delphine Horvilleur, Hind Ellidriissi, Marylse Léon, Thomas Huriez, Loïc Blondiaux, Pr Feuillage, Marine Yzquierdo.

Et remise du Prix de 'l'inspiration en économie sociale et solidaire de la fondation du Crédit coopératif Paris, Salle Gaveau

**3<sup>ème</sup> session de la Convention citoyenne sur le Climat** (16 nov 2019)

CESE Paris

150 citoyens tirés au sort analysent les enjeux, y compris sous l'angle des incidences de la publicité et de la politique des firmes en matière d'obsolescence programmée.

Intervention de Thierry Libaert, membre du CES européen, également membre du conseil et du CS du PRé.

**Festival du Bien Manger** (du 15 au 17 nov 2019)

Grand Palais, Paris, sous le haut patronage du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Intervention de Véronique Anastasie, membre du CS du PRé

Rencontre avec plusieurs MOF et spécial dédicace à l'indrien Jean-Christophe Michelet, lauréat du Prix Confituriades d'Or lors du championnat du monde de confiture 2019, qui nous a ménagé un accueil des plus sympathiques.

**Salon du Made in France à Paris** (du 8 au 11 nov 2019)

Porte de Versailles, Paris

Rencontre avec Jacques Ravinet, Grand prix de l'Innovation 2019, dirigeant de Kippit (électro-ménager durable), sympathisant du PRé.

**Festival PriMed de Marseille** (du 24 au 30 nov 2019)

Mucem Marseille.

le Festival de la Méditerranée en images qui fêtait cette son 23<sup>ème</sup> anniversaire s'est tenu sous la présidence de Benjamin Stora, historien, membre du CS du Pré.

**Consultation citoyenne sur la Réforme des retraites** ((27 oct 2019)

Parmain (95)

Débat public autour du rapport Delevoye.

Participation de Claudie Violette, membre du conseil du Pré.

En présence de Guillaume Vuilletet, également député du Val d'Oise, Pt d'Honneur du PRé.

**Salon de la pâtisserie de Paris** (14 juin 2019)

Et plus particulièrement l'espace *Bean to Bar* axé cette année sur l'Equateur et la Côte d'Ivoire, animé par Véronique Anastasie, membre du CS du PRé. Entrepreneuse et experte en goût, Véronique Anastasie veut redonner du sens à l'artisanat, en reconnectant les artisans aux producteurs, et sensibilisant les consommateurs sur l'importance du bien-manger. Ingénieure agronome de formation, experte en goût, Véronique vante les mérites d'une éducation alimentaire sensorielle pour apprendre à mieux manger. Son entreprise *Planetgout* est le fruit de vingt ans de travail dans le secteur de l'agroalimentaire, du conseil aux artisans pour différents corps de métiers (chocolatier, pâtissier, boulanger...), et de la formation. Avec le concept *From bean to bar*, Véronique entend défendre l'alimentation durable.

**Petit-déjeuner thématique INEC (Institut national de l'économie circulaire)** (3 avril 2019)

L'INEC présidé par François-Michel Lambert, vice-pt du PRé, présente 10 propositions en présence des membres et de parlementaires.

**Débat « Religions et laïcité »** (26 février 2019)

Musée de l'histoire de l'immigration, Paris

Ouverture par Benjamin Stora, Pt du conseil d'orientation du Palais de la Porte Dorée et membre du CS du PRé.

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres du 28-11-2019*

**Conférence-débat « Les questions écologiques dans la mécanique de décision européenne »** (6 février 2019)  
Maison de l'Europe à Paris.

Avec comme intervenant, entre autres, Thierry Libaert, membre du Conseil et du CS du PRé.

**40e conférence internationale sur l'asylomar, la chromatine, les chromosomes et l'épigénétique** (6-9 déc 2018)

Pacific Grove, Californie (États-Unis)

Le Pr Philippe T Georgel (Département des sciences biologiques de la Marshal University, West Virginia), membre du CS du PRé, figurait au comité scientifique organisateur de la conférence.

**COP 24 à Katowice (Pologne)** (du 2 au 15 décembre 2018)

**Forum sur l'économie circulaire au Chili** (Déc 2018)

Astract présenté par Eric Chevaillier, Pdt de l'ONG Energic, co-fondateur, membre du Conseil du PRé.

**Marche pour le Climat Paris** (8 sept 2018)

**Conférence-débat " Peut-on croire encore à l'Europe ? "** (9 oct 2018)

Maison de l'Europe de Paris.

Animée notamment par Thierry Libaert, membre du CES européen, membre du conseil et du CS du PRé.

En présence de Catherine Lalumière.

**Nous pouvons également noter et nous en féliciter que des membres du PRé ou de son CS se sont vus confier des missions officielles et ont été à l'initiative de mesures publiques significatives :**

-**Guillaume Vuilletet**, co-fondateur et Pt d'honneur du PRé s'est vu chargé par le Premier ministre en date du 10 déc 2018 d'un rapport sur la lutte contre l'habitat indigne. Ce rapport intitulé « Simplifier les polices de l'habitat indigne - Promouvoir l'habitabilité durable pour tous » a été remis le 8 oct 2019 à Edouard Philippe en présence d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé et de Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les Collectivités territoriales, chargé de la Ville et du Logement. Nous le félicitons plus globalement pour la qualité de son travail parlementaire et son souci de traiter en opportunité les thématiques essentielles du PRé.

Nous saluons ainsi plus spécifiquement son action contre les violences conjugales qui l'ont conduit à soutenir en oct 2019 la proposition de loi ou figure notamment la mise en place de bracelets électroniques antirapprochement à destination des conjoints violents, qui a été votée à l'unanimité. Guillaume est notamment à l'origine de l'amendement adopté prévoyant que l'acquisition et la détention d'une arme sont interdites aux personnes visées par une ordonnance de protection. Nous saluons également son travail comme co-rapporteur pour avis du projet de loi logement, dit projet de loi portant sur l'Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN). (mai 2018), comme rapporteur pour avis, au nom de la Commission des Lois sur la loi d'orientation des mobilités (13 mai 2019), comme rapporteur pour la Mission d'information commune sur la préparation d'une nouvelle étape de la décentralisation en faveur du développement des territoires

-**Thierry Libaert**, conseiller au Conseil économique et social européen, membre du conseil et du CS du PRé a été chargé (avec Géraud Guibert, pt de la Fabrique Écologique et conseiller maître à la Cour des comptes) par la ministre de la Transition écologique Élisabeth Borne et sa secrétaire d'État Brune Poirson de formuler des recommandations d'évolution de la publicité afin de l'inscrire dans la logique de la transition écologique. Leur rapport est attendu pour le premier trimestre 2020.

Thierry a remis le 25 janvier 2019 un autre précédent rapport « Europe et durabilité des produits » au Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire François de Rugy (commandé le 21 juin 2018 par Nicolas Hulot).

Le gouvernement avait publié le 23 avril 2018 une feuille de route avec 50 mesures à mettre en œuvre pour mieux produire, mieux consommer, mieux gérer les déchets et mobiliser tous les acteurs pour « entrer dans la boucle ». Le sujet de l'éco-conception des produits industriels et de leur durée de vie occupe une place majeure au sein de cette feuille de route. Ils replacent les citoyens au centre des enjeux en visant à promouvoir des pratiques de consommation qui contribuent à économiser nos ressources et à nous encourager à sortir de la « société du jetable ». La France a été un des premiers pays à légiférer pour faire de l'obsolescence programmée un délit. Mais en la matière, pour être le plus ambitieux possible, son action doit pouvoir s'inscrire dans le cadre européen.

C'est pourquoi, fort de l'avis du Comité Economique et Social Européen porté en 2013 par Thierry Libaert, suivi de la résolution du Parlement Européen de 2017, le ministre lui avait demandé de bien vouloir prolonger la voie ouverte.

C'est l'objet de ce rapport qui fournit de nouvelles recommandations, en fonction des contraintes, mais aussi des possibilités d'agir, et donne à voir ce qui pourrait être un socle de stratégie à l'échelle européenne.

N.B : Nous pouvons rappeler que **Benjamin Stora**, membre du CS du PRé s'était vu confier au début d'année 2018, une mission de coordination de l'action culturelle en faveur des migrants dans les établissements nationaux, auprès de la ministre de la Culture, Françoise Nyssen, afin de faire des propositions opérationnelles applicables dès 2019 répondant à trois objectifs majeurs :

- Développer l'accès des migrants aux arts et à la culture, au travers notamment d'actions menées par les opérateurs nationaux ;
- Donner la possibilité, par le développement de travaux déjà initiés, aux artistes et professionnels du secteur culturel migrants de poursuivre leur activité sur le territoire français ;
- Contribuer à l'évolution des regards portés par notre société sur les populations migrantes, par le biais de projets artistiques accessibles au plus grand nombre.

### CONSEIL SCIENTIFIQUE (CS)

Sa composition actuelle est la suivante :

**Timothy Adès** (poète traducteur britannique, spécialiste de la versification, des rimes et des mètres, en français, espagnol, allemand et grec. Promoteur de Victor Hugo, Robert Desnos, Jean Cassou, d'Alberto Arvelo Torrealba, du poète vénézuélien des Plaines, du mexicain Alfonso Reyes, de Bertold Brecht et de Sikelian. Ecologiste, signataire notamment de la pétition internationale contre l'empreinte massive sur les forêts, le climat et les personnes du géant américain Tyson Foods.) ; **Jacques Archimbaud** (vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP) et président de la commission particulière du débat public (CPDP) sur la révision de la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'énergie). Fondateur et dirigeant de différents réseaux de l'économie alternative et solidaire, participant des premières initiatives de développement local, il a occupé les postes de conseiller technique puis de conseiller auprès de Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'environnement et de chargé de mission dans celui d'Yves Cochet dans le même ministère. (1998/2002) et plus tard de directeur adjoint du cabinet du ministre chargé de l'Égalité des territoires et du logement. ) ; **Véronique Biau** (en cours) (Architecte-urbaniste en chef de l'État, docteur en sociologie, chercheur à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine, directrice du Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH, LAVUE). Depuis 2001, elle anime le Ramau (Réseau activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme). Ses travaux portent sur les processus et les acteurs intervenant sur la conception et la production des espaces architecturaux et urbains : organisation de la maîtrise d'œuvre et attribution des marchés publics en Europe, partenariats public-privé en Grande-Bretagne, et logiques internes aux principaux groupes professionnels investis dans la conception (les architectes et la question de la notoriété, les urbanistes et la définition d'une identité professionnelle partagée). Egalement sur l'hybridation des savoirs entre habitants et professionnels dans le cadre de la production d'habitat alternatif, coopératif ou autogéré.) ; **Pierre Bouchacourt** (expert en aménagement du territoire, commerce et distribution, économie sociale, industries de santé, logement, parlement et collectivités territoriales, sécurité. Directeur associé du cabinet Lysios Public Affairs) ; **Véronique Anastasie** (ingénieure qualicienne agroalimentaire et restauration, microbiologiste, mycologiste des aliments, eau, air, terre ; experte-consultante formatrice des techniques sensorielles & du goût (au service des agriculteurs, des métiers de bouche et du monde culinaire) ; **Henri Bergeron** (sociologue, enseignant chercheur CNRS, membre du Centre de Sociologie des Organisations (CSO). Co-titulaire chaire "numérique, organisations et affaires publiques" à Sciences Po, directeur du master *Organisations et Management des Ressources Humaines*, d'Axe Santé (Laboratoire Interdisciplinaire d'Evaluation des Politiques Publiques) et coordinateur scientifique de la Chaire Santé de Sciences Po-FNSP) ; **Vincent Brossel** (responsable du Pôle communication de la CIMADE. Co-Pt du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement). Ancien directeur de Peuples Solidaires - ActionAid France ; directeur de l'information de CCFD Terre Solidaire, ancien responsable de la section Asie- Pacifique de RSF; responsable Pôle Communication & développement des ressources privées & sensibilisation de la Cimade) ; **Jean-Marc Brûlé** (directeur co-fondateur de Green Lotus, ONG de promotion du développement durable en Asie. Secrétaire national adjoint des Verts chargé des élections, des élus et des institutions 2008-11) ; **Vincent de Bernardi** (nouveau directeur de la communication du Medef depuis janvier 2019, après avoir été directeur de la communication et des relations institutionnelles de CCI France (Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie) de 2012 à 2018. Ancien journaliste, il a été conseiller du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, directeur du Service

d'Information du Gouvernement (SIG) et DG du Syndicat de la Presse Quotidienne Régionale SPQR) ; **Daniel C. Esty** (professeur de droit et de politique environnementale à l'Université de Yale, directeur du Yale Center for Law and Environmental Policy et administrateur du Center for Business and the Environment à l'Université de Yale qu'il a fondé en 2006 ; ancien Commissaire à l'énergie et à la protection de l'environnement pour l'État américain du Connecticut. Ancien missi dominici Climat, Environnement, Economie verte du président Barack Obama et négociateur US dans les sommets internationaux, après avoir été son conseiller lors de la Présidence de 2008 sur les questions énergétiques et environnementales au sein de l'équipe de campagne, puis au sein de l'équipe dite de « transition présidentielle » mars 2007-janvier 2009) ; **Philippe Folliot** (député du Tarn, spécialiste des questions marines et ultramarines ; Pt de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et membre de la commission de la Défense et des Forces armées ; Pt du Groupe d'amitié France/Égypte. Capitaine et talonneur du XV parlementaire. Pt de l'Alliance centriste) ; **Philippe T Georgel** (professeur agrégé en biochimie et biologie moléculaire à l'Université Marshall (Huntington en Virginie-Occidentale, Etats-Unis) dans le Département des sciences biologiques. Participe à un projet de recherche scientifique *The Appalachian Freshwater Initiative* (AFI), qui consiste, en Virginie occidentale, avec une équipe de biologistes, d'écologistes, d'ingénieurs écologiques, de pharmaciens-chimistes et de géologues, à comprendre et à détecter les effets écologiques et biologiques des polluants dans l'eau, sous l'effet des scénarii variant du changement climatique) ; **Jean-Patrick Gille** (spécialiste des questions de formation professionnelle et d'insertion des jeunes. Pt de l'Union nationale des missions locales - UNML - (depuis 2009), président-fondateur de l'Institut Bertrand Schwartz, spécialisé sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (depuis 2011). Ancien député (PS) d'Indre et Loire, vice-président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale, il fut rapporteur du budget Travail-Emploi pour le groupe des députés socialistes, médiateur en 2014 dans le conflit des intermittents. Anciennement membre des Amis de la Terre 1981) ; **Serge Guérin** (Sociologue, consultant, spécialiste des questions liées au vieillissement et à la «seniorisation» de la société, des enjeux de l'intergénération et des théories du care via la notion d'accompagnement et d'écologie sociale. Professeur à l'INSEEC Paris, Directeur du Master "Gestion des établissements de santé", enseignant en Master Politiques gérontologiques à Sciences Po Paris, chercheur associé au Centre Edgar Morin - iiAC - EHESS-CNRS) ; **Nathalie Krikorian-Duronsoy** (philosophe, analyste du discours politique et des idéologies. Ancienne chargée de recherche sur les «discours d'extrême droite» au Laboratoire de Lexicologie Politique de l'ENS-St Cloud-CNRS. Chroniqueuse à *Atlantico*) ; **Christophe Leguevaques** (spécialiste dans le droit des catastrophes et les risques. Avocat au barreau de Paris et de Toulouse, associé gérant de la cLé, réseau d'avocats. Promoteur des actions collectives à la française en matière notamment de crédit bancaire, de risque écologique et sanitaire, fondateur de la plateforme *mysmartcab*) ; **Thierry Libaert** (expert en communication des Organisations, Chef de mission Développement Durable à EDF. Membre du Comité Economique et Social Européen (rapporteur de l'avis du CESE du 17-10-2013 relatif à l'obsolescence programmée, premier texte européen à se prononcer sur ce sujet) Vice-pt de la Fabrique écolo. Membre du conseil d'administration de l'Institut des futurs souhaitables, membre du Conseil de l'éthique Publicitaire (CEP) ; **Pol Le Roux** (en cours) (Ingénieur robotique, spécialiste de la stratégie d'entreprise. Vice-pt Ventes et Marketing de Lynas Corporation Ltd (Métaux et minéraux précieux), Malaisie) ; **Doris Lucas** (économiste, consultante en développement économique et ingénierie de projets. Secrétaire générale du Club des Entreprises du Grand Paris. Trésorière de l'IHedM - Institut des Hautes Etudes des Métropoles (Réseau de dirigeants Métropolitains Publics et Privés ; ancienne directrice chez BVA ; consultante auprès de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), agence spécialisée des Nations Unies) ; **Yvan Pavis** (responsable RH du Groupement d'Intérêt Public - GIP " Réinsertion et Citoyenneté ". Ancien Secrétaire général de l'Institut National de la Consommation - INC) ; **Bernard Pigneron** (artiste peintre, conseiller d'Etat. Président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile. Membre du Bureau de France Terre d'Asile) ; **Philippe Raynaud** (philosophe et politologue. Professeur des universités en philosophie politique à l'université de Paris-II Panthéon-Assas, Philippe Raynaud enseigne également à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), au Centre de recherches politiques Raymond Aron, ainsi qu'à Sciences Po. Membre de l'Institut Universitaire de France; membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire*) ; **Jean-Claude Ribaut** (architecte, écrivain. Chroniqueur gastronomique à GMag Hebdo, Gastronomie magazine, journal d'informations comestibles web et print, collaborateur de *Dandy* magazine et correspondant à Paris du magazine suisse *Plaisirs* après avoir officié au journal *Le Monde* pendant plus de 20 ans) ; **Pierre-Alain Roiron** (maire de Langeais - Indre et Loire - conseiller régional Centre Val de Loire. Pt du CRT (Comité régional du tourisme) du Centre-Val de Loire ; administrateur de Tours Val de Loire Tourisme. Membre du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle, du Conseil national de l'Éducation, et du Conseil national du développement culturel des territoires. Vice-pt de l'Association des Maires de France - AMF) ; **Kenneth G. Ruffing** (spécialiste en développement international et politique environnementale. Après une longue carrière aux Nations Unies, Kenneth G Ruffing a été directeur adjoint et économiste en chef de la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE, puis coordinateur du projet «Perspectives économiques en Afrique» OCDE, AfDB, ECA, PNUE) ; **Benjamin Stora** (historien, professeur des universités, documentariste, spécialiste de l'histoire du Maghreb contemporain (XIXe et

XXe siècles), des guerres de décolonisations, et de l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe, inspecteur général de l'Éducation nationale. Pt du Conseil d'orientation de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée qui réunit le Musée de l'histoire de l'immigration et l'Aquarium de la Porte Dorée) ; **Victor Prudent Topanou** (politologue ; ancien directeur de l'École doctorale des Sciences juridiques, politiques et administrative de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin). Ancien Chef du département de sciences politiques de la faculté de droit et de Sciences politiques d'Abomey-Calavi et directeur du CREA, centre de recherche en sciences politiques. Membre du comité scientifique de l'Institut International de Recherche, Politique de civilisation créée sous la présidence d'Edgar Morin; membre du *groupe de Fribourg* (artisan de la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels de 2007 « Déclaration universelle des droits culturels ») et correspondant de l'Observatoire de la Diversité et des droits culturels - Organisation Internationale de la Francophonie) ; **Frédéric Vigouroux** (maire de Miramas ville labellisée ECOCERT, conseiller départemental des Bouches-du-Rhône. 1er vice-président du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, délégué à l'économie et à la cohésion sociale. Pt du conseil d'administration de l'Agence Nationale du Chèque Vacances (ANCV); membre du conseil d'administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine - ANRU).

N.B : Il reste à renouveler la modalité qui permettra de mieux solliciter l'organe ressource qu'est ce CS, comme chacun de ses membres.

## MOYENS

Le PRé ne dispose d'aucun permanent, d'aucun salarié. Il ne peut compter pour l'instant que sur le seul engagement bénévole et la bonne volonté de ses membres et le soutien des sympathisants et amis. Ce qui oblige particulièrement les membres du conseil (CA) et du comité exécutif (Bureau).

Il a cependant des besoins. Pas moins que l'année dernière.

La question du budget de fonctionnement reste d'actualité pour poursuivre, encourager la production, et surtout organiser les RDV institutionnels du PRé, faire vivre notre cycle de diners-débats, amorcer celui des *Cercles de la Transition écologique* (dédiés au monde de l'entreprise), financer le site web, animer le conseil scientifique et coordonner ses recommandations (en termes de sujets de réflexion et de programme d'activités).

Egalement pour soutenir notre volonté d'entretenir des relations et d'amorcer des collaborations avec des think tanks & fondations et le monde intellectuel au sens large.

Au plan des ressources humaines, les besoins immédiats concernent a minima : 1 community manager / webmestre et/ou 1 développeur, 1 animateur du blog et/ou 1 animateur de la page FB du groupe PRé ; 1 responsable des Notes de lectures ; 1 responsable des Ressources documentaires.

Et 1 responsable de projet pour *les Cercles de la Transition écologique* (même si l'an dernier la question avait semblé être résolue, sauf que le membre du conseil qui avait accepté de s'en charger n'a malheureusement pas eu le loisir de le faire).

En parallèle de la recherche de moyens financiers et de nouveaux moyens humains, il est utile d'intéresser de nouveaux « coopérateurs » (issus des sympathisants actuels ou potentiels ou des *Amis du PRé*). Comme de solliciter de nouveaux contributeurs réguliers et/ou ponctuels.

Le PRé est à la recherche des profils suivants : 1 philosophe des sciences et techniques ; 1 risk manager risque climatique ; 1 agroécologue / ingénieur écologue ; et si possible, 1 océanographe, 1 astrophysicien (en cours), 1 entomologiste. Accessoirement 1 juriste en droit de l'environnement (en cours) et 1 spécialiste de la finance solidaire et du financement participatif.

La structure financière actuelle garantit certes son indépendance. Mais pauvre comme Job, le PRé est aujourd'hui fatalement limité quant à ses ambitions et ses envies de réalisations. Il serait peut-être temps que le PRé envisage de travailler à des conventions avec des acteurs publics et privés qui permettraient de financer des missions d'études, de conseil et d'accompagnement, le cas échéant avec des organismes de recherches, sans le contraindre plus que de raison dans ses choix éditoriaux et d'orientation. La question mérite d'être mise sur la table.

## Communication

Nous avons conscience qu'optimiser la visibilité du PRé et renforcer sa légitimité reste plus que jamais un travail au long court qui nécessite un travail coopératif et collaboratif et un maillage dont il faut avoir en permanence en tête la nécessité. L'effort particulier que nous avons fourni en 2015, 2016 et 2017 et les 5 premiers mois de 2018 doit donc être poursuivi.

*Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL / Conseil des membres du 28-11-2019*

De ce point de vue, il nous faut moderniser nos moyens de communication en direction des sympathisants actuels ou potentiels, en leur ménageant la possibilité de contribuer aux activités du PRé, sur la durée ou ponctuellement, selon leurs envies et leurs disponibilités, en choisissant à la carte ce qui leur convient, sans devoir se coltiner les réunions et les contraintes statutaires.

Ces nouveaux moyens doivent pouvoir répondre à leur désir de produire du changement, à leur envie de penser de manière collaborative, à leur envie d'agir, d'influer sur les décisions publiques.

On peut noter que nous avons créée en 2018 un compte twitter, complétant ainsi le site et la page FB.

Sans doute d'autres outils sont à envisager.

Cela fait maintenant deux ans que nous avons réalisé la nécessité de nous inscrire plus largement dans ce mouvement de « *civic tech* », qui veut mettre les outils numériques au service d'une participation plus large des citoyens à la vie publique. Il nous faut apprendre à mieux utiliser ces outils afin d'élargir notre audience et susciter une participation plus large des sympathisants du PRé, élargir ce faisant le cercle des coproducteurs du PRé, et encourager le passage vers des plateformes de partage des données ou de consultations. Ce que nous avons commencé à faire, mais restons trop peu nombreux à le faire.

Ce parti pris est d'autant plus aisé que nous ne nous considérons pas comme les seuls « praticiens », y compris sur nos sujets de prédilection ! Nous essayons simplement de faire ce qui est la vocation du PRé, modestement, en toute oblativité.

La question est donc bien celle-là : comment solliciter toute cette intelligence collective qui se situe hors le périmètre du PRé qui ne demande qu'à s'exprimer ?

Elle est aussi de considérer que nous n'avons pas le choix : le numérique change la donne pour tout le monde et oblige à revoir nos moyens de communiquer, comme de coproduire des idées, des solutions, des propositions.

## CONCLUSION

Le bilan d'activités du PRé nous appelle cette année encore à redoubler d'efforts en produisant dans la durée contenu, analyses, idées, propositions. En suscitant un meilleur travail coopératif en interne et collaboratif en externe, en augmentant le nombre de nos contributions, comme celui de ses rédacteurs.

Nous ne pouvons que réitérer le vœu que le même effort soit fourni dans le même temps quant à l'organisation de diners-débats et autres conférences qui ne doivent pas être négligées et sont tout autant prioritaires.

Tout cela reste la base du travail du PRé.

Ajoutons que si l'on veut rester dans l'idée du « *do* » de *Think & do tank*, il serait opportun d'être un peu plus dans la production opérationnelle. L'idée de décliner notre projet au plan local, y compris concrètement dans ses aspects touchant au rythme et à la soutenabilité sociale de la transition écologique, énergétique et solidaire, à partir des besoins ressentis ou recueillis sur le terrain reste à transformer.

Les prochaines élections municipales de 2020, après les élections européennes pourraient nous en donner l'occasion.

Comme j'aime à le dire régulièrement aux nouveaux venus qui nous interrogent, nous pourrions ajouter, en conclusion de ce rapport d'activité, - qui tient aussi du rapport moral - que le PRé est un peu à l'univers des clubs, think tanks et autres groupes de réflexions ce que le potimarron, emblématique de l'automne, est à la famille des cucurbitacées : des atouts, du goût, une taille pas trop intimidante, une texture idéologique ferme, une peau qui se laisse manger et un maximum de vitamines (de sens), et autres oligoéléments et acides aminés essentiels pour une réflexion roborative.

Nous pourrions dire plus, en ajoutant, souriants : modeste, comme le potimarron, il ne prend pas (trop) le melon !